

Élections européennes : une échéance cruciale dans la lutte contre l'austérité

Pierre Laurent

Secrétaire national du Parti communiste français, Président du Parti de la gauche européenne

Jamais depuis la création de l'Union européenne une crise n'a eu autant de répercussions sur les populations qui la composent. Jamais une telle collusion d'intérêts entre le monde de la finance, la Commission et les gouvernements des vingt-huit n'a été aussi visible. Jamais nous n'avons assisté à un tel détricotage des acquis sociaux et démocratiques des peuples qui composent l'Union. Comme si la crise était « le prétexte » trouvé pour mettre fin au pacte social de l'après-guerre. Il y a comme un vent de revanche de classe qui souffle sur Athènes, Madrid, Lisbonne, Dublin. Les peuples souffrent de cette chasse aux « acquis ».

Le rejet de l'Union européenne et des politiques qu'elle mène ou qu'elle inspire atteint des niveaux inégalés dans tous les pays de l'Union même dans ceux traditionnellement « europhiles ». Comment comprendre que cet espace de paix, de liberté et de justice si longtemps affirmé, si longtemps revendiqué soit tombé si bas ? Pourtant à chaque grand moment de la construction européenne les mêmes arguments ont été utilisés. L'acte unique, la monnaie unique, le traité de Maastricht, le traité constitutionnel européen, le traité de Lisbonne ont été « vendus » en soulignant les bienfaits des politiques menées qui n'avaient pour but que le plein-emploi et l'accroissement des richesses. Le bilan est calamiteux, la princesse Europe est nue. L'Union ne peut plus cacher l'échec de sa politique.

Les gouvernements ont depuis longtemps démissionné devant leurs responsabilités. Ils acceptent, appliquent voire devancent les décisions de la Commission. L'élection en France de François Hollande aurait pu être, si on

en croyait ses propos de campagne, une chance pour inverser la tendance, pour s'opposer à la règle d'or et à la mise sous tutelle des souverainetés budgétaires des États de l'Union. Il n'en a rien été. Le président français n'a pas bougé ni élevé le ton pour critiquer ou réorienter les décisions de la troïka qui veulent mettre à genoux les peuples grec, espagnol et portugais. La déception est immense en France mais aussi dans le camp des progressistes européens. « La France est grande quand elle touche à l'universel. », écrivait André Malraux. La France comme pays fondateur de l'Union aurait pu, aurait dû saisir le drapeau de la révolte contre une construction européenne qui s'éloigne de ses fondamentaux humanistes et qui ne se résume plus qu'à la sacralisation du « tout marché ».

La France a raté son rendez-vous avec l'Histoire. Il nous appartient désormais de relever le défi, de travailler ensemble au sein du Parti de la gauche européenne à reconstruire de fond en comble un projet européen qui doit changer sa focale. Un projet européen qui parte des attentes et des désirs des populations. Oui, la liberté de circulation est un acquis, mais existe-t-elle pour toutes et tous ? On voit comment sont traitées, dans la plupart des pays d'accueil, les populations roms pourtant bel et bien européennes. Oui, si l'euro avait été voulu sur d'autres bases, avec une Banque centrale européenne ayant d'autres missions que celles qui lui ont été données, on aurait pu voir dans cette monnaie commune un progrès. Oui, les échanges, les coopérations d'égal à égal, la défense du service public, les avancées sociales devraient être le cœur des politiques européennes.

Toutes ces belles idées ne seront que des propos de tribunes à l'approche des échéances européennes de l'année prochaine. Les socialistes européens reparleront de la nécessité de « plus de social » et rangeront leurs propositions dès l'élection passée. Ils choisiront une nouvelle fois la collusion avec la droite comme ils le font déjà dans de nombreux pays européens plutôt que de chercher un dialogue constructif avec l'ensemble des forces de gauche. La droite européenne trouvera un bouc émissaire en « Bruxelles », invocation bien pratique qui les dédouane de leurs propres responsabilités dans les pays qu'ils dirigent. L'extrême droite qui progresse dans tous les pays de l'Union ou presque travaillera les peurs et les angoisses comme à chaque grande crise de l'Histoire en trouvant toujours un responsable, un bouc émissaire sur qui rejeter les responsabilités de la situation actuelle. Elle proposera une sortie de l'euro, puis de l'Union, comme si le retour aux frontières était une solution.

L'extrême droite c'est la concurrence exacerbée entre les peuples et, dans chaque pays ce sera une longue liste de reculs démocratiques et sociaux. Les politiques austéritaires se pratiquent aussi dans les pays hors de la zone euro, faut-il le rappeler ?

Le Parti de la gauche européenne est face à un moment crucial de son histoire parce que l'Union européenne est à un moment crucial de sa construc-

tion. Si ses bases ne sont pas refondées, si le dogme de la concurrence libre et non faussée n'est pas mis à bas, l'Union risque l'implosion. Alors dans chacun de nos pays nous devons être celles et ceux qui critiquent vertement les orientations austéritaires, mais nous devons aussi être celles et ceux qui proposent des solutions alternatives. « Vous êtes trop faibles pour changer le cours des choses » nous dit-on parfois. Et quand la crise est à son paroxysme nous savons combien il est difficile de faire entendre des propositions courageuses et pourtant nécessaires en matière de répartition des richesses, des savoirs et des pouvoirs. Les réponses simplistes qui caressent les opinions publiques dans le sens de la fatalité ou du repli sur soi sont mieux entendues et surtout mieux relayées.

Pourtant je vois des signes encourageants. Les peuples résistent et protestent vigoureusement devant ces attaques frontales. Ils construisent de nouvelles solidarités repartant des principes mutualistes et coopératifs comme en Grèce ou en Espagne face à la désagrégation de leurs États. Rappelons-nous aussi, il y a peu de temps, le soutien de la Confédération européenne des syndicats aux traités ; ce n'est plus le cas. Rappelons-nous la difficulté du dialogue entre les mouvements sociaux et citoyens, les organisations syndicales et les forces politiques de transformation sociale ; et ce n'est plus le cas. L'alter sommet en a été une démonstration comme le mouvement qui se lève partout en Europe contre le futur marché transatlantique avec les États-Unis. Nous devons tenter de rassembler ce « désordre de courage » comme l'a fait en son temps la résistance au nazisme en Europe. Nous devons pour l'échéance à venir faire la démonstration qu'il peut, qu'il doit y avoir un autre visage de l'Europe que la face sinistre de l'austérité. Nous devons continuer à dialoguer avec les forces progressistes qui ne nous ont pas encore rejoints au sein du PGE mais qui sont elles aussi en mouvement contre les politiques de désagrégations sociales.

Il nous faut saisir l'échéance des élections européennes, ce moment de politisation des enjeux, pour lever une vague contre l'austérité et pour la solidarité entre les peuples. Il faudra construire des programmes avec des propositions audacieuses, forgeant, à travers de grands axes de transformation, les contours de l'Europe libre, démocratique, solidaire que nous voulons. Je suis persuadé que ces objectifs, visant la refondation de l'Europe, peuvent réunir dans la campagne, sur des listes, et durablement toutes les forces qui cherchent aujourd'hui une issue de progrès à la crise.

Si notre composante au sein du Parlement européen sort renforcée des élections de mai 2014, alors oui dans chaque pays comme au sein des instances de l'Union on sentira le souffle d'une Union européenne qui fera enfin passer l'intérêt des peuples avant celui des marchands. J'ai confiance en l'intelligence collective des peuples de l'Union. Il ne faut pas qu'ils se laissent tenter par des solutions sans retour portées par l'extrême droite. Il faut qu'ils retrouvent le courage de l'immédiat après-guerre où la reconstruction a aussi

été accompagnée de grandes conquêtes sociales. Nous sommes à la veille de ce choix crucial. Oui nous pouvons être tous ensemble le levain d'une autre Europe de paix, de justice, de solidarité, de progrès pour les femmes, d'une autre conception du développement humain et économique, d'une réelle prise en compte des enjeux écologiques. ■

